



BUROBOUTIC Métropoles

Bulletin Trimestriel d'Information de la
Société Civile de Placement Immobilier



Editorial

Chers Associés,

Alors que le marché immobilier entre dans un nouveau cycle, les investisseurs continuent de diversifier leurs portefeuilles en fonction des changements qui impactent leurs modes de vie, les secteurs économiques et les tendances démographiques. Malgré le contexte ambiant, les acteurs sont un peu plus optimistes malgré un marché toujours en manque de fluidité et de liquidité. Le repli de l'inflation sous la cible des 2 % au mois de septembre a poussé la Banque Centrale Européenne (BCE) à procéder à une nouvelle baisse de ses taux directeurs de 25bps. Cette action devrait contribuer à redonner de l'attractivité à la classe d'actifs immobilière en reconstituant la prime de risque pour les investisseurs dont la confiance se restaure progressivement.

Concernant les bureaux, le marché reste extrêmement polarisé et très sélectif en favorisant les pôles tertiaires établis et reconnus où la pression locative est rassurante. La tendance est plutôt à la stabilisation des loyers moyens. Les utilisateurs sont quant à eux de plus en plus exigeants et la hiérarchisation des valeurs se fait davantage ressentir. Avec une offre immédiate disponible qui poursuit sa progression, les écarts de loyer s'accroissent entre les différents secteurs géographiques. Il convient de noter que le marché actuel intègre une prime inédite à la sécurité locative : Les actifs de bureaux ayant d'excellents fondamentaux restent plébiscités par les investisseurs qui portent leur dévolu sur l'emplacement, la qualité des utilisateurs mais également la qualité environnementale au regard du décret tertiaire de plus en plus prégnant.

Concernant les commerces, la consommation des ménages enregistre une très légère reprise malgré une prudence persistante dans les comportements des consommateurs. Après un premier semestre moribond, l'investissement en commerce se reprend et représente un volume de 1,9Md€ en 9 mois. L'intérêt des acquéreurs se concentre majoritairement sur les pieds d'immeubles prime, les enseignes de première nécessité et les retail parks. Force est de constater que le commerce apparaît toujours comme un investissement cible pour les investisseurs.

Les locaux d'activité sont également impactés par le recul de la demande placée et l'accroissement des libérations de surfaces en état d'usage, ce qui participe à un relâchement supplémentaire de la tension au 3^{ème} trimestre. Les valeurs locatives ont entamé une phase de consolidation avec des loyers prime peu ou prou stabilisés sur l'ensemble du territoire. Compte tenu des défis qui pèsent sur ce marché, la tendance à la consolidation des loyers devrait perdurer dans les prochains mois. Les disponibilités à venir devraient contribuer à alimenter la recherche de nouveaux équilibres entre occupants et bailleurs.

D'une manière générale, la sélectivité se renforce autour de la pérennité du revenu locatif existant et de la qualité des immeubles avec une forte dimension ESG. La tendance à la stabilisation des taux de rendement observée récemment pourrait évoluer prochainement vers la compression, offrant de nouveaux points d'ancrage aux acheteurs et aux vendeurs.

Les résultats de la SCPI BUROBOUTIC ont permis une distribution de 2,70 € par part au 3^{ème} trimestre 2024 en ligne avec la distribution de 2023, tout en poursuivant la reconstitution du Report A Nouveau (RAN). Pour mémoire, le rendement glissant intégrant le nouveau prix de part s'établit à 5,04 %.

Le Taux d'Occupation Financier (TOF) progresse pour atteindre un niveau supérieur à 95 % au T3-2024. Le taux d'encaissement dépasse quant à lui les 92 %, reflétant la solidité de la base locative très diversifiée répondant à une demande réelle de la part des utilisateurs.

Ces résultats témoignent de la résilience de votre SCPI dans un contexte chahuté.

La Société de Gestion FIDUCIAL Gérance

Interview : Elodie Gallais – Responsable Relation Clients

Le Service Associés est le service dédié à nos clients dits Associés. Une équipe de 9 personnes basée à Lyon et à Paris vous accompagne et est à votre écoute pour vos différentes opérations : nouvel investissement, mise à jour de vos coordonnées, accompagnement pour les successions et donations de vos parts, organisation de la vie sociale des produits en relation avec la Direction Juridique de Fiducial (convocation aux Assemblées générales, accompagnement sur la plateforme de vote...)

Soucieux d'améliorer notre qualité de service, nous avons mis en place de nouveaux outils tels que le réinvestissement de dividende, les versements programmés avec de nouvelles périodicités ou encore le vote dématérialisé.

N'hésitez pas à contacter nos équipes si vous souhaitez bénéficier de ces solutions par mail à l'adresse : gestion.associes.scpi@fiducial.fr ou par téléphone au **01 49 97 56 80**.

Chiffres clés

Capitalisation	319 M €
Associés	6 824
Dividende 3T 2024	2,70 €
Taux de distribution 2023	4,34 %
Prix de souscription à compter du 01.10.2023	230 €
Valeur de réalisation* par part au 30.06.2024	199,71 €
Valeur de reconstitution* par part au 30.06.2024	237,71 €

* Données communiquées à titre indicatif sous réserve de validation des comptes par le commissaire aux comptes.

Patrimoine de votre SCPI

Immeubles	168
Surfaces	159 758 m ²
Nombre de locataires	285
Loyers quittancés (HT/an)	20,7 M €

Principaux risques

Risques liés au marché immobilier

Risque de perte en capital

Risque de liquidité

Risque de variabilité des revenus

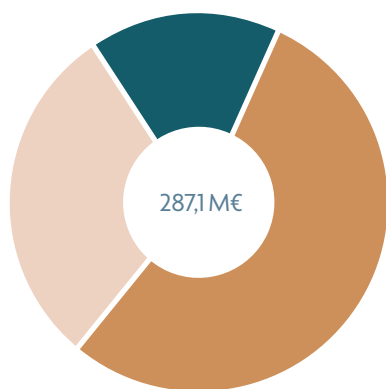




17 Place des Vosges PARIS (4^{ème})

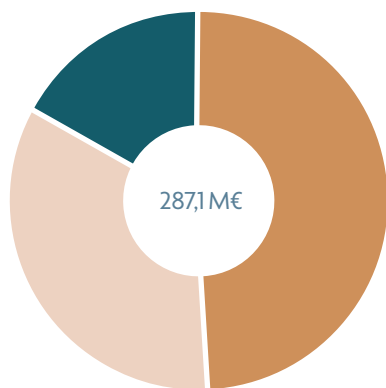
Composition du patrimoine

Par référence à la valeur vénale au 30.09.2024



Répartition géographique

- Régions : 55 %
- Ile-de-France : 31 %
- Paris : 14 %



Répartition par destination

- Locaux commerciaux : 50 %
- Bureaux : 32 %
- Locaux d'activités : 18 %

Investissements / Arbitrages

Votre SCPI a cédé deux locaux commerciaux au 3^{ème} trimestre, à Saint-Nom-la-Bretèche (78) et Longjumeau (91), pour un prix total de 569 k€ net vendeur, offrant une prime de 77 k€ par rapport à la valeur d'expertise 2023 et dégageant une plus-value de 259 k€.

Par ailleurs, cinq promesses de vente sont en cours pour des actifs situés à Frouard (54), Flers (61), Labège (31), St-Sébastien-sur-Loire (44) et Lesquin (59), pour un prix total de 11,6 M€, supérieur de 19% à la valeur d'expertise et de 6% à la VNC. Les réitérations sont prévues au 4^{ème} trimestre.

Labellisation ISR Immobilier



Votre SCPI a obtenu la labellisation ISR Immobilier en mai 2024. 12 mois de travail impliquant l'ensemble des services de la Société de Gestion.

La campagne 2024/2025 commencera en novembre en vue de satisfaire à l'audit de renouvellement en mai 2025.

Distribution des revenus

Acomptes trimestriels

Période	Date de versement	2024	Rappel 2023
1 ^{er} trimestre	22 avril 2024	2,70 € / part	2,70 € / part
2 ^{ème} trimestre	26 juillet 2024	2,70 € / part	2,70 € / part
3 ^{ème} trimestre	25 octobre 2024	2,70 € / part	2,70 € / part
4 ^{ème} trimestre			3,50 € / part
Total revenus distribués		8,10 € / part	11,60 € / part

Situation locative

Principales locations ou relocations

Adresse	Surface en m ²	Nature	Date d'effet
3/6 Allée des Ambalais - 94420 LE PLESSIS TREVISE	52	Commerce	16/09/2024
66 Route de Mantes - 78240 CHAMBOURCY	164	Commerce	02/09/2024
84 Avenue Jean Jaurès - 92140 CLAMART	75	Bureaux	01/09/2024
4/6/10 Rue d'Albertville - 54500 VANDOEUVRE LES NANCY	425	Commerce	01/08/2024
98 Rue du Faubourg Poissonnière - 75010 PARIS	99	Commerce	02/05/2024

**Total des locations
ou relocations du trimestre en
loyers H.T. / an**

134 280 €

Principales libérations

Adresse	Surface en m ²	Nature	Date d'effet
2 Place des Charmilles - 91160 LONGJUMEAU	60	Local commercial	25/09/2024
Centre commercial - 78860 ST NOM LA BRETECHE	195	Local commercial	01/07/2024
34 Route de St Marc - 22300 LANNION	75,25	Local commercial	30/06/2024
3/5 Allée des Ambalais - 94420 LE PLESSIS TREVISE	52	Local commercial	30/06/2024
69 à 87 Grande Rue - 91160 LONGJUMEAU	126	Local commercial	26/06/2024

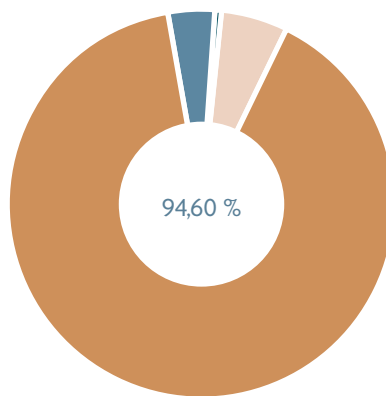
**Total des libérations du
trimestre en loyers H.T. / an**

83 888 €

43 Rue des Batignolles PARIS (17^{ème})

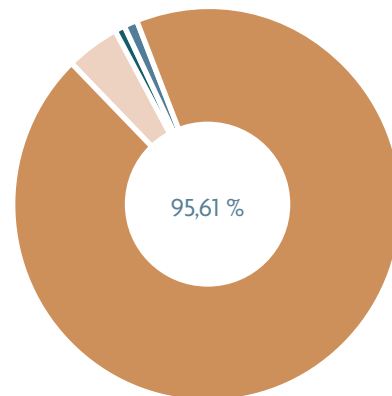


Taux d'Occupation Financier trimestriel*



2^{ème} trimestre 2024

- Locaux occupés : **90,44 %**
- Locaux sous franchise : **4,12 %**
- Locaux sous promesse de vente : **0,05 %**
- Locaux vacants : **5,39 %**



3^{ème} trimestre 2024

- Locaux occupés : **93,64 %**
- Locaux sous franchise : **1,29 %**
- Locaux sous promesse de vente : **0,68 %**
- Locaux vacants : **4,39 %**

* Montant total des loyers facturés rapporté au montant total des loyers facturables, c'est-à-dire loyers quittancés + loyers potentiels des locaux vacants. La méthodologie de calcul du TOF évolue à compter du 1^{er} semestre 2022 et inclut notamment dans sa formule les franchises et les locaux sous promesse de vente.

Performances

Les performances passées ne préjugent pas des performances futures

Taux de distribution

	2019	2020	2021	2022	2023
Dividende en € ⁽¹⁾	11,80	11,40	10,90	11,50	11,60
dont % des revenus non récurrents	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%
Prix de part acquéreur moyen de l'année / Prix de part acquéreur au 01.01. ⁽²⁾	267,00	267,00	267,00	267,00	267,00
Taux de distribution ⁽³⁾	4,42%	4,27%	4,08%	4,31%	4,34%

⁽¹⁾ Avant prélèvement.

⁽²⁾ Jusqu'à 2020 : prix de part acquéreur moyen de l'année. À partir de 2021 : prix de part acquéreur au 01.01.N.

⁽³⁾ Jusqu'à 2020 : TDVM. À partir de 2021 : Taux de distribution

Il conviendra de souligner que le rendement glissant, intégrant le nouveau prix de part, s'établit à 5,04%.

Taux de Rentabilité Interne

TRI 15 ans au 31.12.2023 source IEIF **+4,41%**

Marché des parts

La Société de Gestion ne garantit pas la revente des parts

Marché primaire

	Souscription	Retraits	Solde *
1 ^{er} trimestre 2024	420 parts	5 205 parts	- 4 785 parts
2 ^{ème} trimestre 2024	474 parts	3 860 parts	- 3 386 parts
3 ^{ème} trimestre 2024	1 474 parts	7 552 parts	- 6 078 parts
4 ^{ème} trimestre 2024			
Total	2 368 parts	16 567 parts **	- 14 199 parts

* Vient ajuster le capital social.

** dont 14 423, soit 87 %, de parts en retrait au titre du fond de remboursement mis en place, par la Société de Gestion en accord avec le conseil de surveillance, à compter du 1^{er} juillet, afin de permettre aux Associés inscrits sur le registre des retraits depuis plus de 3 mois, de sortir sous certaines conditions.

83 127 parts en attente de retrait au 30 septembre 2024.

Marché de gré à gré

600 parts échangées hors marché au 3^{ème} trimestre 2024.

Conditions de retrait depuis le 01.10.2023

Prix de retrait : 207 €

Évolution du capital

	30.09.2023	31.12.2023	31.03.2024	30.06.2024	30.09.2024
Nombre de parts	1 402 575	1 401 322	1 396 537	1 393 151	1 387 073
Capital nominal	210 386 250 €	210 198 300 €	209 480 550 €	208 972 650 €	208 060 950 €

Principaux Risques

Risques liés au marché immobilier

Les variations du marché immobilier peuvent avoir un impact défavorable sur la valorisation des parts de la SCPI ;

Risques de perte en capital

Le capital investi dans la SCPI ne bénéficie d'aucune garantie ni protection. La somme récupérée peut être inférieure à la somme investie, en cas de baisse de la valeur des actifs immobiliers de la SCPI sur la durée du placement ;

Risques de liquidité

L'investissement dans la SCPI est considéré comme peu «liquide». Le risque est de ne pas pouvoir vendre facilement vos parts ;

Risques de variabilité des revenus

Le rendement des parts de la SCPI dépend des loyers encaissés par celle-ci et n'est pas garanti.

Le détail des risques est décrit dans le Document d'Information Clés (DIC) et la note d'information de la SCPI. La consultation de ces éléments est impérative avant toute souscription.

Conditions de souscription

depuis le 01.01.2024

Libération : Totalité du prix à la souscription.

Jouissance des parts : Premier jour du 2^{ème} mois qui suit la souscription et son règlement intégral.

Minimum de souscription : 10 parts pour les nouveaux Associés.

Nominal 150 €

Prime d'émission
dont 23€ de commission de souscription 80 €

Somme payée par le souscripteur 230 €



Pour tout renseignement ou achat de parts

Service Commercial : 01 49 97 56 54
commercial.fiducial.gerance@fiducial.fr

Service Associés : 01 49 97 56 80
gestion.associés.scpi@fiducial.fr

Informations

Conditions de souscription

Depuis le 1^{er} janvier 2024

Avant toute souscription, le souscripteur doit prendre connaissance du dernier rapport annuel, du dernier bulletin d'information, des statuts, de son document d'informations clés, de la note d'information, de son actualisation, le cas échéant, et notamment des frais et des risques afférents à un placement en parts de SCPI. Tous ces documents sont disponibles sur le site www.fiducial-gerance.fr ou sur simple demande à : FIDUCIAL Gérance - Service Commercial - 01.49.97.56.54 - partenaires.fiducial.gerance@fiducial.fr

Restriction US Person

L'entrée en vigueur des lois Dodd Frank et Fatca aux Etats-Unis ont une incidence sur l'ensemble des Sociétés de Gestion françaises. Ces lois imposent des restrictions et des obligations spécifiques pour la commercialisation et la fiscalité de produits de placements financiers à des résidents américains. A ce titre, les parts des SCPI gérées par FIDUCIAL Gérance ne peuvent désormais plus être souscrites par des « US Person » ou transférées à des « US Person » même par voie de succession.

Conditions de validité d'une souscription

La souscription est réalisée lors de la réception par la Société de Gestion du bulletin de souscription dûment complété et signé accompagné des justificatifs demandés et la mise à disposition sur le compte de la SCPI des fonds correspondant au montant de la souscription. Tout bulletin de souscription incomplet sera rejeté.

Libération

Le prix des parts doit être intégralement libéré lors de la souscription.

Jouissance des parts

Les parts souscrites entreront en jouissance, en ce compris les droits financiers attachés aux parts, **le premier jour du deuxième mois suivant la souscription et son règlement.**

Minimum de souscription

Le nombre minimum de parts à souscrire pour les nouveaux associés est de **dix (10) parts.**

Données Associés

En cas de modification de vos coordonnées personnelles (changement de RIB, d'adresse,...) :

- Merci d'adresser directement au Service Associés de FIDUCIAL Gérance votre demande signée accompagnée de la photocopie recto/verso de votre carte d'identité ou de votre passeport en cours de validité et du justificatif relatif à ce changement :
 1. Pour les changements d'adresse : un justificatif de domicile datant de moins de 3 mois (facture d'eau, d'électricité, de gaz, de fournisseur d'accès Internet ou de téléphonique fixe) ;
 2. Pour les modifications de domiciliation bancaire : un RIB informatisé avec IBAN et code BIC.
- vous pouvez également adresser votre demande via votre espace dédié du site Internet de la Société de Gestion www.fiducial-gerance.fr (Rubrique « Mon compte » / « Signaler un changement »).

Toute demande de modification doit parvenir à la Société de Gestion avant la fin de chaque trimestre civil afin d'être prise en compte lors de la prochaine distribution.

Photo couverture :

61 Rue Saint André des Arts PARIS (6^{ème})

Conditions de retrait

Depuis le 1^{er} octobre 2023

L'associé qui souhaite se séparer de tout ou partie de ses parts dispose de différents moyens :

1. la demande du remboursement de ses parts, à savoir la demande de retrait effectuée auprès de la Société de Gestion ;
2. la cession de ses parts sur le marché secondaire par confrontation des ordres d'achat et de vente par l'intermédiaire du registre des ordres tenu au siège de la SCPI, en cas de suspension de la variabilité du capital ;
3. la vente directe de ses parts à d'autres associés ou à des tiers sans intervention de la Société de Gestion (cession de gré à gré).

La Société de Gestion ne pouvant faire fonctionner de manière concomitante les marchés primaire et secondaire ; en aucun cas, les mêmes parts d'un associé ne peuvent à la fois faire l'objet d'une demande de retrait et être inscrites sur le registre des ordres de vente sur le marché secondaire.

Conditions de validité du retrait

Les demandes de retrait sont portées à la connaissance de la Société de Gestion **par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au moyen du formulaire prévu à cet effet**, accompagnées d'une photocopie de la carte nationale d'identité, d'un RIB pour le remboursement et du formulaire «Mandat et attestation à joindre à la déclaration des plus-values immobilières», le cas échéant. Le formulaire de demande de retrait est disponible sur simple demande à : FIDUCIAL Gérance - Service Associés - 01.49.97.56.80 - gestion.associes.scpi@fiducial.fr ou sur le site Internet www.fiducial-gerance.fr. Les demandes de retrait ne peuvent pas être transmises par fax ou par mail. Elles sont, dès réception, horodatées, inscrites sur le registre des parts et satisfaites - dans la limite où il existe des souscriptions pouvant compenser les retraits - par ordre chronologique de la date de premier horodatage correspondant à la date de réception de la demande de retrait. Pour être valablement inscrites sur le registre, les demandes de retrait doivent être formulées au prix de retrait en vigueur et doivent notamment comporter toutes les caractéristiques suivantes :

- l'identité et la signature du donneur d'ordre ;
- le nombre de parts concernées.

Il est précisé en outre que, sauf avis contraire de l'associé, les demandes de retrait pourront être exécutées partiellement.

Jouissance des parts

Les parts faisant l'objet d'un retrait cesseront de porter jouissance, en ce qui concerne les revenus qui y sont attachés, à compter du premier jour du mois suivant l'inscription du retrait sur le registre.

Délai de remboursement des retraits de parts

Le règlement du retrait intervient dans un délai maximum d'un mois à compter de la réalisation du retrait. **Pour un règlement plus rapide et plus sécurisé, un RIB devra être joint à la demande de retrait.**

Conditions de cession des parts

Cession de gré à gré

Tout associé a la possibilité de céder directement ses parts à un tiers. Cette cession, sans l'intervention de la Société de Gestion, s'effectue sur la base d'un prix librement débattu entre les parties. Dans ce cas, il convient de prévoir à la charge de l'acquéreur :

- les droits d'enregistrement de 5% ;
- un droit fixe de 120€ TTC, quel que soit le nombre de parts cédées, perçu par la Société de Gestion pour les frais de dossier.

Cession résultant d'une cession à titre gratuit

En cas de cession résultant d'une cession à titre gratuit (donation ou succession), il convient de prévoir à la charge du donateur ou de la succession un droit fixe de 240€ TTC, quel que soit le nombre de parts cédées, perçu par la Société de Gestion pour les frais de dossier.

Fiscalité

Prélèvement à la source

Les revenus fonciers, que vous encaissez depuis le 1^{er} janvier 2019 sont imposés en temps réel et non plus l'année suivante. Mais contrairement aux salaires ou aux pensions de retraite, ils ne sont pas soumis à une retenue à la source mais à un acompte d'impôt prélevé chaque mois ou chaque trimestre sur votre compte bancaire par l'administration fiscale. Pour en déterminer le montant, celle-ci tiendra compte de vos derniers revenus fonciers déclarés et imposés.

Prélèvements sociaux sur les produits financiers

L'essentiel des revenus de BUROBOUTIC est imposable dans la catégorie des revenus fonciers. Seule une petite partie est imposable dans les revenus des capitaux mobiliers générés par les placements de trésorerie, ils sont également imposés au niveau de chaque associé.

Depuis le 1^{er} janvier 2018, la loi fiscale instaure un prélèvement forfaitaire de 12,8% correspondant à l'impôt sur le revenu, soit un prélèvement de 30% en tenant compte des 17,2% des prélèvements sociaux. Ce prélèvement forfaitaire n'exclut pas la contribution exceptionnelle sur les hauts revenus.

Toutefois, les contribuables y ayant intérêt peuvent opter pour l'imposition au barème progressif de l'impôt sur le revenu. L'option, expresse et irrévocable, est globale et porte sur l'ensemble des revenus, gains nets, profits et créances entrant dans le champ d'application du prélèvement forfaitaire unique.

Les contribuables peuvent aussi demander à être dispensés du prélèvement forfaitaire non libératoire dès lors que le revenu fiscal de référence de l'avant dernière année est inférieur à 25 000€ pour une personne seule et 50 000€ pour un couple marié ou pacsé. Ils doivent, pour ce faire, adresser à la Société de Gestion, avant le 30 novembre de l'année qui précède la perception de ces revenus, une attestation sur l'honneur selon leur situation familiale. Nous vous rappelons que le régime fiscal applicable est susceptible d'être modifié ultérieurement.